



Déclaration de soutien au Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Chargé des Relations avec les Institutions

Au cours de ces deux dernières décennies, à l'instar de bon nombre de pays africains, notre pays, le **Mali** est confronté à un chômage grandissant. Les diplômés sans emploi, pour la plupart des jeunes, sont généralement issus de parents pauvres ou n'ayant pas de proches parmi les « hauts placés » au niveau de l'administration. De nos jours la crédibilité des concours de recrutements à la fonction publique a pris un coup avec toutes sortes d'intégrations et parfois au détriment des plus méritants.

Ces actes illégaux et d'injustice sont généralement du fait du favoritisme, du clientélisme, de la corruption ou pour honorer des promesses électorales. Il est clair que des hommes et femmes recrutés dans ces conditions sont plus aptes à obéir à leurs parrains ou à faire rembourser coûte que coûte les frais engagés pour acheter leur poste.

Ainsi, c'est avec une profonde satisfaction que nous avons appris l'annulation de 12 arrêtés d'intégration et de 15 décisions de recrutement de certains fonctionnaires et agents dans la Fonction Publique pour le motif d'irrégularités par l'arrêté N°2012-2802/MFPRA-DNFPP du 02 octobre 2012 qui a conclu à la radiation de 263 fonctionnaires.

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali), en sa qualité de mouvement populaire de lutte contre les injustices sociales et de proposition d'alternatives, se réjouit de cette décision salvatrice et salue la volonté et la détermination du Ministre à respecter le principe de l'égalité des chances de tous les citoyens devant l'emploi public.

- Convaincu que le clientélisme, le favoritisme, la corruption et l'injustice sont des comportements qui ne favorisent point l'apaisement du climat social dans un Etat de droit et sapent les piliers de la démocratie ;
- Convaincu que seules la transparence, la justice et l'égalité des chances dans la gestion des affaires publiques permettront de relancer un développement réel de notre nation ;

Fort de ces constats, la CAD - Mali :

- Condamne avec la dernière énergie, toutes les formes d'accès à la Fonction Publique autres que les voies prévues par les textes la régissant et soutient son audit par le Bureau du Vérificateur Général ;
- Exige que les auteurs, bénéficiaires et commanditaires de ces actes d'injustice soient traduits devant la justice afin que de telles pratiques ne se reproduisent plus dans notre pays ;

- Exprime son attachement indéfectible à la transparence et à l'égalité des chances dans l'obtention de l'emploi public au Mali ;
- Encourage le Ministre à poursuivre son initiative et l'exhorte à prendre les mesures idoines pour assainir cette nébuleuse, qu'est notre administration, des maux qui la minent ;
- Exhorte toutes les organisations de la société civile et toutes les personnes éprises de justice à se mobiliser et à apporter leur soutien au Ministre de la Fonction Publique pour l'initiative entreprise.

Enfin, la CAD - Mali estime qu'il est temps que le changement tant aspiré par les maliennes et maliens devienne une réalité.

Vive le changement pour un **Mali** nouveau.

Bamako, le 05 décembre 2012

Le Président

Sékou DIARRA